

«*La politique doit reprendre ses droits sur les forces financières et sur la production de richesses*»



Pierre Dharréville

Député PCF, membre de la commission des affaires sociales à l'Assemblée nationale. Il a publié, en 2016, [*Un printemps pour la République*](#) (Les éditions de l'Atelier, 144 p.).

Alors qu'elle est la plus grande invention sociale du XXe siècle, la Sécurité sociale est mise à mal par des injonctions d'ordre financier. Entre la pression du patronat pour l'augmentation de la CSG, la progressive diminution des cotisations et la pression d'une dette largement fabriquée, la question de la réponse aux besoins peine à s'imposer dans le débat politique. L'amenuisement des moyens et la multiplication des fermetures d'établissements accroissent la souffrance au travail des soignants et

empêchent de faire face convenablement aux défis sanitaires. Le diagnostic est pourtant simple : on consacre une part trop faible des richesses produites à notre santé. Pierre Dharréville veut faire porter la voix de celles et ceux « qui ont besoin d'une sécurité sociale forte et solidaire », et appelle à une appropriation sociale de cet enjeu majeur.

Depuis des décennies, la Sécurité sociale est minée par des réformes ou des mesures visant à restreindre sa portée. En quoi consistent-elles dans la période actuelle? Quel est l'impact de la suppression programmée des cotisations salariales et de l'augmentation de la CSG?

La sécurité sociale est la plus grande invention sociale du siècle dernier. Elle est née de cette puissante volonté issue de la Libération : porter et construire une vision solidaire de notre société. Il faut incessamment en rappeler le principe : « de chacun selon ses moyens à chacun selon ses besoins ». La sécurité sociale donne vie aux principes d'égalité des droits et de justice sociale. Si elle n'a pas été un long fleuve tranquille, sa naissance est la résultante de longs combats du mouvement ouvrier et elle est marquée par une intuition communiste. Et dès le début, elle s'est mise en place dans l'adversité. Imaginez : elle socialise de l'argent issu des richesses du travail pour garantir des droits à chacune et chacun. Elle était conçue pour être une propriété des salariés, mais le patronat ne l'entendait pas de cette oreille. Celui-ci a tout fait pour gagner le plus qu'il pouvait de pouvoir en son sein. Supprimer la cotisation salariale, cela revient à vouloir trancher ce lien de propriété entre les salariés et la sécurité sociale, entre le travail et la protection sociale, entre les salaires et les droits. C'est cela qui est gravissime. En s'attaquant à ce lien, on élargit la remise en cause possible de l'universalité des droits : la sécurité sociale pourra ne plus être qu'un socle minimum de solidarité nationale et non plus l'ambition des meilleurs droits pour toutes et tous. Enfin, c'est une arnaque. Parce que la mesure est vendue comme un gain de pouvoir d'achat, alors qu'elle est compensée par la hausse de la CSG. Le financement de la sécurité sociale est ainsi noyé dans le budget de l'État, à l'heure de l'austérité, de la déréglementation, du dumping social, du libéralisme... Une belle prise pour le capitalisme.

Dans ce contexte, la situation du secteur hospitalier ou encore des Ehpad suscite de grandes inquiétudes parmi les populations. Quel est votre diagnostic à ce propos?

La situation est grave. Nous sommes dans une crise dont le pouvoir ne prend pas la mesure. Sous la pression d'une dette fabriquée par le système savamment déréglé, les déficits se creusent, les moyens s'amenuisent et les fermetures en tous genres se multiplient. Les personnels sont pris en étau et la souffrance au travail se développe tandis que l'on peine à faire face aux défis sanitaires de façon acceptable. C'est d'autant plus vrai dans les EHPAD où l'on a le sentiment d'une capitulation publique plus forte encore. Le diagnostic est simple : on consacre une part trop faible des richesses produites à notre santé. Or, pour ce budget 2018, une nouvelle fois la sécurité sociale, on continue la compression, avec de nouveaux efforts à hauteur de 4,5 milliards, tout

en augmentant le reste à charge pour les familles avec l'augmentation de 2 euros du forfait hospitalier. Désormais, on va nous expliquer que la solution passe par une alliance avec le privé, qui a déjà pompé plus que sa part et que l'on va installer en plein cœur du système de santé. La puissance publique doit assumer son rôle, porter un projet ambitieux pour l'hôpital et lancer un grand plan pour le soutien à l'autonomie qui doit commencer par les EHPAD. Il n'y en a pas assez avec trop peu de personnel, trop peu payé et pour des factures trop élevées pour les familles. On ne pourra pas faire l'économie d'un véritable investissement public face à la perte d'autonomie et au vieillissement de la population. Si l'on accepte que la santé devienne une marchandise, que l'on puisse s'y fabriquer des dividendes, alors nous nous enfoncerons dans une crise de civilisation profonde, car la dignité humaine sera menacée.

Alors qu'on ne cesse de présenter de manière alarmiste la question des déficits, que faire pour replacer la réponse aux besoins au cœur de la gestion de la sécurité sociale?

La politique doit reprendre ses droits sur les forces financières et sur la production de richesses, sur le travail lui-même. Nous sommes au cœur d'une question politique centrale, parce que la santé n'a jamais cessé d'être l'un des enjeux majeurs de la lutte des classes. Le discours dominant est d'asséner partout qu'il faut réduire le déficit public. Or, de l'argent il y en a. Lors du débat budgétaire pour 2018, les députés communistes ont fait la démonstration, à travers un contre budget, que d'autres choix sont possibles. Le gouvernement a choisi de distribuer les milliards aux plus riches et aux rentiers. Et il s'est appliqué à prendre du pouvoir à celles et ceux qui vivent de leur travail.

C'est la raison pour laquelle, nous avons décidé avec l'ensemble des députés et sénateurs communistes d'engager un Tour de France des hôpitaux. L'objectif est de relayer les mobilisations des personnels et des usagers et de défendre, avec eux, des propositions de revalorisation de l'hôpital public. Nous voulons inventer ensemble l'hôpital et la sécurité sociale de demain. Nous voulons que les salariés, retraités, chômeurs, usagers, assurés reprennent du pouvoir sur cet enjeu.

Emmanuel Macron porte un projet de société, qui accentue les difficultés d'accès à des soins de qualité pour les millions d'habitantes et d'habitants. Ce projet, nous sommes nombreux à ne pas l'accepter. Il faut donc engager la contre-offensive, redessiner la sécurité sociale qu'ils ont empêchée, aller chercher du salaire à partager, revendiquer des droits universels...

Comme député, en quoi consiste votre action sur ces différents sujets?

Le budget de la sécurité sociale est abordé dans la commission des affaires sociales, dont je suis membre. Dans le cadre de la préparation du budget 2018 de la sécurité sociale, j'ai rencontré, échangé avec des associations, des syndicalistes, des mutualistes pour examiner et analyser ensemble les mesures du gouvernement. Je suis profondément attaché au travail collectif. Mon objectif est de faire entendre, de faire raisonner à l'Assemblée nationale la voix de toutes celles et de tous ceux qui ont besoin d'une sécurité sociale forte et solidaire. J'ai utilisé tous les espaces possibles pour faire résonner des idées alternatives et imposer un débat public exigeant. Mon action, comme celle des députés communistes consiste à s'opposer à toute mesure d'injustice sociale, à proposer inlassablement, pour être utile. Ce sont des enjeux sur lesquels la sensibilité est à vif, car chacun se sent concerné dans son être ou par ses proches. Ce sont des enjeux tout ce qu'il y a de plus charnel. Et c'est là que peuvent se fortifier les idées. À notre place, nous pouvons contribuer à faire grandir des mouvements populaires dans notre pays, de nouveaux mouvements d'appropriation sociale. C'est une bataille tous-terrains.

Notes de bas de page :

Pour citer cet article :

Pierre Dharéville, « La politique doit reprendre ses droits sur les forces financières et sur la production de richesses », *Silomag*, n° 6, mars 2018. URL : <https://silogora.org/politique-reprendre-droits-forces-financieres>